



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

525/jpr/bm

**Arrêté du 14 février 2025**  
**portant mise en demeure à la société PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES SNC**  
**de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Sausheim et à Rixheim**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 181-46 – alinéa II ;
- VU** l'arrêté préfectoral N° 2013136-0021 du 16 Mai 2013 à la société PSA PEUGEOT CITROËN MULHOUSE SNC pour l'exploitation des ateliers mécaniques (dénommés B, C et D) à SAUSHEIM et RIXHEIM en référence au titre Ier du Livre V du Code de l'environnement , notamment son article 3.1,
- VU** la visite d'inspection du 11 septembre 2024 ,
- VU** le rapport de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées établi à la suite de la visite sus-visée ,
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 20 janvier 2025,

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 11 septembre 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- le non-respect de la modification du programme d'autosurveillance à la suite de la mise en place d'une méthodologie de mesures de la concentration et du flux annuel pour le paramètre poussières au niveau de l'atelier mécanique, en non-conformité aux dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013 susvisé,
- le non-respect du dépôt d'un dossier de porter à connaissance au préfet dans le cadre d'une modification. Ici, la prise en compte de 3 émissaires supplémentaires au niveau de l'atelier Mécanique D sans connaître l'impact sur l'environnement des rejets de ces émissaires, en non-conformité des dispositions de l'article R. 181-46 – alinéa II du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où la non-maîtrise des émissions atmosphériques peut occasionner une dispersion importante de polluants dans l'air et occasionner une pollution ,

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société PSA PEUGEOT CITROËN MULHOUSE SNC de respecter les prescriptions de l'article R. 181-46 – alinéa II du Code de l'Environnement et l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture ,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

la société PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES (Mécanique), désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé Route de Chalampe BP 1403 68100 Mulhouse, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

### **Article 2** :

**dans un délai de 6 mois** : l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2013 susvisé :

« Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.  
[...] »

### **Article 3** :

**dans un délai de 6 mois** : l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article R. 181-46 – alinéa II du Code de l'Environnement susvisé :

« II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...] »

### **Article 4** :

faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 5:**

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 6:**

le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 14 février 2025

le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

**SIGNÉ**

Augustin CELLARD